

Le constat criant de l'étude MAHA est là : 2/3 des hôpitaux belges dans le rouge.

Aux ministres des gouvernements actuels et futurs, le secteur demande de l'action !

Bruxelles, le 8 novembre 2024 : **L'étude Maha de Belfius a, comme chaque année, révélé ses chiffres : 63% des hôpitaux belges sont dans le rouge. Face à une crise qui touche l'ensemble des hôpitaux du pays, les institutions bruxelloises subissent de plein fouet les difficultés avec 75 % des hôpitaux bruxellois en déficit et une perte cumulée de 86 millions d'euros en 2023 selon de nouvelles données de GIBBIS. Même si ces chiffres sont alarmants, ils n'étonnent plus. Le secteur hospitalier est plus que jamais à la croisée des chemins face à une crise qui perdure. Le secteur a besoin de prises de décisions claires ! Le secteur a besoin d'action et de courage politique !**

Une crise qui perdure

La situation financière des hôpitaux belges continue de se détériorer. La situation en 2023 est similaire à celle de 2022, une année déjà marquée par de fortes difficultés pour les hôpitaux belges (résultats de l'étude MAHA 2023). Cette situation ne peut plus être attribuée uniquement à des facteurs conjoncturels, comme la flambée des prix de l'énergie. Il s'agit d'une crise aux causes structurelles plus profondes, qui sont connues. Le contexte économique (inflation, hausse des coûts de l'énergie), le sous-financement structurel et croissant, le manque de personnel soignant, le poids des (nouvelles) obligations légales non financées (mise en conformité avec des normes coûteuses, telles que la directive NIS-2 sur la cybersécurité) affectent lourdement l'ensemble des hôpitaux.

À Bruxelles, ces difficultés sont aggravées par des réalités spécifiques :

- **Le coût croissant de la prise en charge des patients à profil social (précaires) :** À Bruxelles, 37,6 % de la population est exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, soit plus du double de la moyenne nationale (18,6 %). Ce contexte se reflète dans les hôpitaux bruxellois, qui prennent en charge une part importante des patients en situation précaire. Cette prise en charge est souvent plus complexe et coûteuse, nécessitant un accompagnement social renforcé, tout en augmentant le risque de factures impayées. À titre d'exemple, 27 % des factures hospitalières non payées en Belgique concernent des hôpitaux bruxellois.
- **Les pensions statutaires :** Ce problème financier, lié aux pensions des agents statutaires, pèse lourdement sur les institutions publiques de soins bruxelloises. Dans les institutions publiques, les pensions pour le personnel statutarisé doivent être couvertes par un nombre de plus en plus restreint de statutaires au travail. Les hôpitaux publics et les CPAS qui les gèrent ne sont plus à même de porter les charges de cotisation qui augmentent. En 2024, le besoin budgétaire pour les hôpitaux publics belges est estimé à 203 millions d'euros, dont 32,5 millions rien que pour Bruxelles, et ce montant ne fera qu'augmenter dans les années à venir.

Un appel à l'action et au courage politique

Pour offrir au secteur un minimum de sécurité et de prévisibilité et pour garantir des soins de qualité, accessibles et équitables pour tous, GIBBIS appelle les responsables politiques à prendre des décisions claires concernant :

1. **Le budget 2025** : le récent blocage politique du budget des soins de santé 2025 est un réel manque de prise de responsabilité ! GIBBIS demande de fixer au plus vite un cadre budgétaire clair et suffisant pour assurer la continuité des activités de soins et les remboursements aux patients.
2. **Une vision à long terme dans un cadre budgétaire pluriannuel** : GIBBIS demande une vision à long terme et une norme de croissance suffisante pour les soins de santé pour la prochaine législature, aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau bruxellois. Le Bureau du Plan estime qu'une norme de 3,3 % de croissance annuelle est indispensable pour répondre aux besoins actuels à politique constante.

De plus, pour que le secteur puisse prendre ses responsabilités en termes de recherche d'efficacités et de consolidation pour s'adapter aux défis actuels et à venir que sont la croissance et le vieillissement de la population, l'augmentation des soins chroniques, la pénurie du personnel et l'évolution médicale et technologique, GIBBIS demande aux autorités de :

1. **Poursuivre** lors de la prochaine législature **les réformes de financement des hôpitaux** entamées pour assurer un financement des coûts simplifié et suffisant, qui couvre au minimum les obligations imposées par les autorités.
2. Créer un cadre de concertation clair pour réorganiser les soins de demain en étroite collaboration avec les acteurs de terrain. L'objectif étant de **faciliter les collaborations entre hôpitaux et avec la première ligne** et de garantir une prise en charge optimale des patients, au bon moment et au bon endroit.
3. **Reconnaître au niveau fédéral les spécificités des grandes villes** et leurs impacts sur les institutions de soins bruxelloises et leur financement. À court terme, GIBBIS demande de prendre les surcoûts hospitaliers pour les patients à profil social en compte. À plus long terme, GIBBIS propose un statut d'assurabilité par défaut pour les plus défavorisés d'une part et d'autre part, d'intégrer dans le nouveau système de financement l'idée d'une correction en fonction du profil social des patients pris en charge par chaque hôpital.
4. **Proposer une solution globale pour les pensions du personnel statutaire** au niveau fédéral pour tous les pouvoirs locaux.
5. Au niveau régional, **prévoir les ressources nécessaires** pour l'entretien et la transformation des **infrastructures hospitalières**.

« Le secteur hospitalier bruxellois se trouve à un tournant. Face à une pression budgétaire croissante et des défis multiples, il est essentiel que les responsables politiques prennent conscience de l'urgence de la situation. Sans investissements et soutien aux réformes, il deviendra de plus en plus difficile de garantir des soins de qualité, accessibles à tous. GIBBIS et ses membres sont prêts à collaborer pour trouver des solutions qui permettront de garantir l'avenir du secteur hospitalier bruxellois et son rôle essentiel dans le paysage des soins », explique Karel Van De Sompel, Directeur général de GIBBIS.

Contact presse :

Ariane van de Werve – +32 486 17 33 26 – ariane.vandewerve@GIBBIS.be

GIBBIS (www.GIBBIS.be) est la fédération patronale pluraliste des secteurs public et privé associatif des institutions de soins à Bruxelles. Elle représente plus de 70 institutions membres (hôpitaux, institutions psychiatriques et maisons de repos), réparties sur plus de 80 sites à Bruxelles et couvrant les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale.